COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas
Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928
Site Internet X YouTube LinkedIn

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2026/28
Le 4 novembre 2026

L'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité de l'ONU élisent cinq membres de la Cour

LA HAYE, le 4 novembre 2026. L'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont procédé hier à l'élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice (CIJ) pour un mandat de neuf ans qui prendra effet à compter du 6 février 2027.

M. le juge Mahmoud Daifallah Hmoud (Jordanie) et M^me^ la juge Phoebe N. Okowa (Kenya) ont été réélus membres de la Cour. M. Dapo Akande (Royaume-Uni), M. François Alabrune (France) et M^me^ Rena Lee (Singapour) ont été élus nouveaux membres de la Cour.

Les biographies de M. le juge Hmoud et de M^me^ la juge Okowa figurent sur le site Internet de la Cour. Les biographies des nouveaux membres élus sont annexées au présent communiqué.

En février 2027, la Cour, dans sa nouvelle composition, élira en son sein un président et un vice-président pour un mandat de trois ans.

Composition de la Cour

La CIJ se compose de 15 juges, qui sont élus chacun pour un mandat de neuf ans et peuvent être réélus. En vue d'assurer une certaine continuité dans la composition de la Cour, celle-ci est renouvelée par tiers tous les trois ans. Aux termes de l'article 2 du Statut de la Cour, les juges sont élus « sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international ». Quant à l'article 9 du Statut, il stipule que les personnes appelées à faire partie de la Cour doivent « assure[r] dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde ». La Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même État.

Présentation des candidats

Le droit de proposer des candidats appartient à tous les États parties au Statut de la Cour (au nombre de 193 actuellement). Toutefois, les présentations de candidats ne sont pas faites directement par les gouvernements, mais par les groupes nationaux de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) ou,

pour les États qui n'en sont pas membres, par des groupes nationaux constitués de la même façon. La CPA, dont le siège est à La Haye, a été établie par les conventions de La Haye de 1899 et de 1907. Chaque État partie à ces conventions dispose de son propre groupe national, c'est-à-dire d'un groupe de quatre jurisconsultes au maximum susceptibles d'être appelés à faire partie d'un tribunal arbitral dans le cadre des conventions susmentionnées. Lorsqu'il doit être pourvu aux sièges devenus vacants à la CIJ par voie d'élection, chaque groupe national peut présenter jusqu'à quatre candidats, dont deux au maximum de sa propre nationalité. Les autres candidats peuvent posséder n'importe quelle autre nationalité. Les noms des candidats doivent être communiqués au Secrétaire général de l'ONU.

Procédure d'élection

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité au terme de procédures parallèles. Les deux organes votent en même temps, mais indépendamment l'un de l'autre. Ce système vise à faire en sorte, autant que possible, que le vote d'un organe n'influe pas sur celui de l'autre. Pour être déclaré élu, un candidat doit avoir obtenu la majorité absolue aussi bien à l'Assemblée générale qu'au Conseil de sécurité. À l'heure actuelle, la majorité absolue est de 97 voix sur 193 à l'Assemblée générale. Au Conseil de sécurité, où aucun droit de veto ne peut être exercé pour la circonstance et où aucune distinction n'est faite entre les voix des membres permanents et celles des membres non permanents du Conseil, la majorité absolue est atteinte à partir de huit voix sur quinze.

Une préposée à une salle de conférence distribuant des bulletins de vote à la réunion de l'Assemblée générale (photo ONU/Loey Felipe).

Un préposé à une salle de conférence montrant l'urne vide pendant la séance du Conseil de sécurité (photo ONU/Manuel Elías).

_____

Remarque : Les communiqués de presse de la Cour sont établis par son Greffe à des fins d'information uniquement et ne constituent pas des documents officiels.

_____

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour est composée de 15 juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Royaume des Pays-Bas). La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler, conformément au droit international, les différends juridiques dont elle est saisie par les États et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui lui sont soumises par les organes de l'ONU et les institutions spécialisées dûment autorisés à le faire.

_____

Département de l'information :

M^me^ Monique Legerman, première secrétaire de la Cour, cheffe du département : +31 (0)70 302 2336

Adresse électronique : media@icj-cij.org

Annexe

Notices biographiques*

Akande, Dapo (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Affiliations professionnelles

- Université d'Oxford : professeur de droit international public (chaire Chichele) ; Membre de l'All Souls College (depuis 2023) ; Codirecteur de l'Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (depuis 2009)
- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (2023 à 2027)
- Membre du Groupe d'arbitres désigné par le président du Conseil d'administration du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Groupe de la Banque mondiale) (depuis 2024)
- Juge ad hoc au Tribunal international du droit de la mer (désigné par le Ghana) (depuis 2026)
- Avocat, Essex Court Chambers, Londres (depuis 2020)

Expérience universitaire antérieure

Université d'Oxford

- Professeur de droit international public (2014 à 2023)
- Chargé de cours de droit international public, puis professeur associé (2004 à 2014)
- Chargé de recherche au St Peter's College, puis à Exeter College, Oxford (de 2004 à 2023)
- Codirecteur de l'Oxford Martin Programme on Human Rights for Future Generations (2013 à 2017)
- Codirecteur du cours d'été sur le droit des droits humains coorganisé par l'Université d'Oxford et l'Université George Washington (2007 à 2010)
- Directeur des études en droit au Regent's Park College (2006 à 2008)

Autres universités britanniques

- Chargé de cours de droit à l'Université de Durham (2000 à 2004) et à l'Université de Nottingham (1998 à 2000)
- Chargé d'encadrement en droit international au Christ College et au Wolfson College de l'Université de Cambridge (1996-1998)
- Chargé de cours et assistant de recherche à la London School of Economics and Political Science (1994-1996, 1997-1998).

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Expérience en tant que professeur et conférencier invité

- Université de Vienne (2018)
- Católica Global School of Law, Lisbonne (2014 à 2018)
- Chercheur invité au programme Sir Ninian Stephen de la faculté de droit de l'Université de Melbourne (2015)
- Faculté de droit de l'Université de Miami (2002 et 2009)
- Yale Law School (2008 à 2009)
- Directeur de l'Académie d'été de Nuremberg de l'Académie internationale des principes de Nuremberg (2015)
- Université d'Édimbourg (2000 à 2003)

Expérience en matière de contentieux (liste non exhaustive)

Cour internationale de Justice

- Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar), conseil du Royaume-Uni en tant qu'intervenant (2022 à 2026)
- Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, conseil du Japon (2022 à 2024)
- Délimitation terrestre et maritime et souveraineté sur des îles (Gabon/Guinée équatoriale), conseil de la Guinée équatoriale (2021 à 2025)
- Affaire des activités armées (République démocratique du Congo c. Ouganda) Phase des réparations, conseil et avocat de l'Ouganda (2018 à 2022)
- Avis consultatif sur les îles Chagos, conseil et avocat de la Zambie (2018)

Tribunal international du droit de la mer

- Affaire du navire « Heroic Idun » (nº 2) (Îles Marshall/Guinée équatoriale), conseil de la Guinée équatoriale (2023 à 2025)
- Affaire du navire « San Padre Pio » (Suisse c. Nigéria) No 2, conseil et avocat du Nigéria (2019 à 2021)
- Affaire du navire « San Padre Pio » (Suisse c. Nigéria), mesures conservatoires, conseil et avocat du Nigéria (2019)

Cour pénale internationale

- A fourni des conseils confidentiels au Bureau du Procureur sur les arguments de droit international à présenter devant la Cour (2019)
- Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud (expert en droit international auprès de l'avocat de la défense) (2020)

Tribunaux d'arbitrage et tribunaux de commerce international

- Expert désigné par l'une des parties dans le cadre d'un arbitrage interétatique (2024 à 2025)
- Expert désigné par les demandeurs (arbitrage au titre de l'accord d'investissement de l'OCI, 2024)

- Conseiller auprès d'un État asiatique au sein de deux groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (2020 à 2023)
- Enron Nigeria Power Holding Ltd (Îles Caïmanes) c. gouvernement de l'État de Lagos (Nigéria) ; Power Holding Company of Nigeria et République fédérale du Nigéria, arbitrage de la Chambre de commerce internationale à Londres : expert commis par les demandeurs (2007) ;

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

- République démocratique du Congo c. Rwanda (requête nº 007/2023) Conseil et avocat du Rwanda (depuis 2023)

Cour européenne des droits de l'homme

- Hanan c. Allemagne (Grande Chambre) (conseil et avocat du requérant, 2019 à 2020)
- Sydorenko c. Ukraine et Russie ; Obukhivskyy c. Ukraine et Russie ; Vakhovskyi c. Ukraine et Russie (conseil des requérants, 2016)

Comité des droits de l'homme de l'ONU

- Bratchenko *et al* c. Fédération de Russie (expert désigné par les victimes, 2026)
- Oleksiv *et a*l c. Fédération de Russie (expert désigné par les victimes, 2024)

Juridictions nationales

- De 1998 à aujourd'hui, a été engagé en tant qu'avocat, conseiller ou expert dans plusieurs affaires portées devant des juridictions nationales, y compris la Cour suprême, en Angleterre, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Pakistan

Fonctions d'arbitre

- Membre du Comité ad hoc du CIRDI, affaire Telcell Wireless, LLC et International Telcell Cellular, LLC c. Géorgie (affaire CIRDI nº ARB/20/5) – Requête en annulation (2024 à 2026)
- Membre du Comité ad hoc du CIRDI, affaire Angel Samuel Seda *et al* c. République de Colombie (affaire CIRDI nº ARB/19/6) – Requête en annulation (depuis 2025)
- Membre du Comité ad hoc du CIRDI, affaire Ahron G. Frenkel c. République de Croatie (affaire CIRDI nº ARB/20/49) – Requête en annulation (depuis 2025)
- Membre du Comité ad hoc du CIRDI, affaire European Solar Farms A/S c. Royaume d'Espagne (affaire CIRDI nº ARB/18/45) – Requête en annulation (depuis 2025)

Exemples d'expériences de conseil auprès d'organisations internationales et d'États

Organisation des Nations Unies

- Conseiller auprès du Programme alimentaire mondial en matière de droit international et de famine liée aux conflits (2019 à 2022, 2024 et 2025)

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires, projet de législation relative aux opérations de secours humanitaire (2013 à 2016)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : questions relatives au droit des organisations internationales (2019)
- Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires pour le rapport présenté à l'Assemblée générale (2014) sur « les drones, le droit à la vie et les assassinats ciblés »
- Avis conjoint à l'intention du Coordonnateur résident des Nations Unies en Palestine (2017)

Commission de l'Union africaine

- Membre du Groupe de travail technique chargé de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur l'immunité des chefs d'État (2018 à 2019)
- Consultant – avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur l'immunité des chefs d'État (2013)
- Consultant – révision du Statut de la Cour pénale internationale (2009)
- Consultant, loi type générale africaine sur la lutte contre le terrorisme (2005 à 2006)

Autres organisations internationales

- Cour permanente d'arbitrage (CPA), Membre du Groupe d'experts sur l'évolution future de la Cour
- Comité international de la Croix-Rouge : membre du Conseil consultatif mondial sur les menaces numériques en temps de conflit (2021 à 2023)
- OTAN : Avis conjoint destiné au Bureau du conseiller juridique (2023)
- Membre du Groupe international d'experts sur le Manuel de Tallin sur le droit applicable aux cyberopérations, Centre d'excellence de l'OTAN pour la coopération en matière de cyberdéfense (2015 à 2016)
- Organisation des États américains : Avis conjoint à l'intention du Secrétaire général concernant une affaire portée devant la Cour pénale internationale (2020)
- Conseil de l'Europe : Comité des conseillers juridiques sur le droit international public, Groupe de travail sur la garantie du paiement de la satisfaction équitable (2024)
- Secrétariat du Commonwealth – Consultant pour l'établissement d'un manuel de droit international humanitaire (2013) ; membre du groupe d'experts sur la révision de la loi type du Commonwealth relative à la mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2011)

États

- Groupe de travail composé de (12) États chargé de présenter des propositions relatives à la responsabilité pénale internationale en cas d'emploi d'armes chimiques, expert-conseil (2024 à 2025)
- Botswana : Bureau du Procureur général, participation à la rédaction d'un projet de loi visant à mettre en œuvre les obligations découlant du Statut de la Cour pénale internationale (2010 à 2013)

- Chili : a fourni des avis confidentiels sur des questions spécifiques de droit international (2021)
- Estonie : Ministère des affaires étrangères, atelier de Tallinn sur le droit international et les cyberopérations (2022)
- Japon : Conseiller sur les questions de droit international (depuis 2020)
- Philippines : Ministère des affaires étrangères – au nom du groupe de travail conjoint ASEAN/Chine sur la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale (2015)
- Ukraine : Cabinet du Président et Ministères des affaires étrangères et de la justice, conseiller chargé de la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine et membre du groupe de travail présidentiel sur la mise en place d'un mécanisme visant à garantir l'octroi de réparations (depuis 2022)
- Royaume-Uni : Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (plusieurs questions) ; Comité consultatif du Ministère de la défense sur les questions d'éthique liées à l'IA (2020 à 2022) ; Ministère britannique du développement international ; Groupe parlementaire transpartisan sur les drones, conseiller juridique dans le cadre de l'enquête sur la collaboration du Royaume-Uni avec ses partenaires en matière d'utilisation des drones (2015 à 2018) ; Pièces écrites, enquête de la Commission mixte des droits de l'homme sur l'utilisation des drones dans le cadre d'assassinats ciblés (2016) ; Avis sur la licéité des frappes aériennes du Royaume-Uni contre le Gouvernement syrien (2018)
- États-Unis : Département d'État, membre du Comité consultatif sur le droit international (2021 à 2025)

Formation dispensée à des agents de l'État

- A participé à l'organisation et à la mise en œuvre de formations destinées à des avocats et à des fonctionnaires du monde entier sur des questions de droit international

Discours vedettes et conférences (liste non exhaustive)

Organisations internationales

- ONU (Conseil de sécurité) : réunion organisée selon la formule Arria sur la contribution de la Cour pénale internationale au maintien de la paix et de la sécurité internationales (2023) ; Débat ministériel ouvert sur le thème « L'État de droit entre les nations » (2023) ; Débat public de haut niveau sur le thème « Violations graves du droit international : renforcer la justice et mieux s'acquitter de ses obligations » (2022)
- ONU : Médiathèque de droit international de l'ONU (depuis 2011) ; Cours régionaux de l'ONU sur le droit international (depuis 2018) ; Conseil de l'Europe : Comité du droit international public, Aspects de droit international public dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine (2022) ; Droit international et cyberopérations (2022)

États

- Japon : Séminaire international de droit de Tokyo (2023)
- Royaume-Uni : Conférence sur le droit international consacrée au conflit entre la Russie et l'Ukraine (2022)
- Service juridique du Gouvernement britannique, conférence inaugurale sur le droit international (2014).
- Singapour : Conférence sur le droit international public, Bureau du procureur général (2022)
- République de Corée : Académie de droit international de Séoul (Académie nationale diplomatique de la Corée) (2018 à 2022)

Établissements universitaires

- Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, Université de Cambridge (2026)

. Hilding Eek Memorial Lecture, Université de Stockholm (2025)

- Leçon inaugurale – University of the West of England (2019)
- Annual Ruth Steinkraus-Cohen International Law Lecture (2018)
- Inaugural Thornberry Lecture in International Law and Human Rights, Université de Keele (2015) ;
- Susan N. and Augustus DiZerega Lecture, Faculté de droit de l'Université George Washington / Institut international Zoryan pour l'étude du génocide et des droits de l'homme (2015)
- Sir Ninian Stephen Visiting Fellow Lecture, Asia-Pacific Centre for Military Law, Université de Melbourne (2015)

Autres organisations

- Charles Brower Lecture on International Dispute Resolution, réunion annuelle de l'American Society of International Law (2026)
- Global Arbitration Review Live : Conférence sur les traités bilatéraux d'investissement (2022)
- Conférence d'ouverture Winston & Strawn/Conférence de Londres sur le droit international (2022)
- Réunion annuelle du Conseil canadien de droit international (2019)
- Intervenant de marque, Grotius Lecture, réunion annuelle de l'American Society of International Law (2018)
- International and Comparative Law Quarterly Annual Lecture (2017)

Mandats au sein de conseils d'administration, de revues universitaires et d'organisations (liste non exhaustive)

- Rédacteur en chef fondateur d'EJIL:Talk ! (2008 à 2024)
- Membre du groupe consultatif international du projet intitulé « Project on Restatement (Fourth) of Foreign Relations Law » de l'American Law Institute (de 2014 à 2018 et depuis 2023)
- Membre du Conseil d'administration de Rhodes Trust (2020 à 2026)

- Membre de l'Africa Group for Justice and Accountability (depuis 2016, en pause)
- Membre du Conseil consultatif de l'Israel Law Review (depuis 2015)
- Membre du Conseil consultatif de l'Ethiopian Yearbook of International Law (depuis 2015)
- Membre du Conseil consultatif de la revue International Law Studies (depuis 2013)
- Membre du Comité éditorial de l'American Journal of International Law (2013 à 2023)
- Membre du Conseil consultatif de l'International Centre for Transitional Justice (2011 à 2023)
- Membre du British Institute of International and Comparative Law (2017-2020)
- Membre du Global Council on the Future of Human Rights du Forum économique mondial (2016 à 2018)
- Membre du Conseil consultatif juridique de Protect Education in Insecurity (2010 à 2013)
- Membre du Conseil scientifique consultatif, puis du Comité éditorial de l'European Journal of International Law (2007 à 2017)
- Membre du Comité éditorial de l'African Journal of International and Comparative Law (2007 à 2013)

Publications choisies

Ouvrages

- 'The Individualisation of War: Ethics, Law and Politics' (Welsh. Akande & Rodin (dir.), 2023)
- 'Oxford Guide to International Humanitarian Law' (Saul & Akande, dir. 2020)
- 'Human Rights and 21st Century Challenges: Poverty, Conflict and the Environment' (Akande, Kuosmanen, McDermott & Roser, dir. 2020)
- 'Oppenheim's International Law: The United Nations' (avec Higgins, Webb, Sivakumaran & Sloan, 2017)
- 'Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations' (Membre du groupe international d'experts, 2017)
- Practitioner's Guide to Human Rights in Armed Conflict (Oxford University Press, 2016), (rédacteur consultant, avec Murray, Garraway, Hampson, Lubell et Wilmshurst)
- Oxford Companion to International Criminal Law and Justice (2009, Oxford University Press), (rédacteur, avec Cassese et *al*., 2009)

Chapitres d'ouvrages et articles référencés

- 'Armed Conflicts and Investor-State Disputes' (2024), 39 ICSID Review – Foreign Investment Law Journal
- 'Drawing the Cyber Baseline: The Applicability of Existing International Law to the Governance of Information and Communication Technologies' (2022) '99 International Law Studies 4' (avec Talita Dias & Antonio Coco)

- ‘The Right to Life and the Jus ad Bellum: Belligerent Equality and the Duty to Prosecute Acts of Aggression’ (2022) 71 International and Comparative Law Quarterly 453 (avec Miles Jackson)
- ‘Economic Sanctions, International Law, and Crimes Against Humanity: Venezuela’s ICC Referral’ (2021), ‘115 American Journal of International Law 493’ (avec P. Akhavan & E. Bjorge)
- ‘Use of Force in Self-Defence to Recover Occupied Territory’ (2021), ‘32 European Journal of International Law 1299’ (avec A. Tzanakopoulos)
- ‘Implications of the Diversity of the Rules on the Use of Force for Change in the Law’ (2021), ‘32 European Journal of International Law 939’ (avec Katie Johnston)
- ‘Conflict-induced Food Insecurity and the War Crime of Starvation of Civilians as a Method of Warfare: The Underlying Rules of International Humanitarian Law’ (2019) Journal of International Criminal Justice (avec Emanuela-Chiara Gillard)
- ‘Treaty Law and ICC Jurisdiction over the Crime of Aggression’ (2018), 29 European Journal of International Law 939 (avec Antonios Tzanakopoulos)
- ‘The Immunity of Heads of States of Non-parties in the Early Years of the ICC’ (2018), ‘112 American Journal of International Law Unbound 172’
- ‘Arbitrary Withholding of Consent to Humanitarian Relief Operations in Armed Conflict’ (2016) ‘92 International Law Studies 483’ (avec Emanuela-Chiara Gillard)
- ‘The International Law Framework Regulating the Use of Armed Drones’ (2016) ‘65 International and Comparative Law Q 791’ (avec C. Heyns, L. (Hill-Cawthorne et T. Chengata)

Prix, distinctions et honneurs

- Distinction du Ministre des affaires étrangères, Gouvernement du Japon (2025)
- Médaille d’argent de l’Ordre de l’Indépendance nationale, Gouvernement de la Guinée équatoriale (2025)
- Docteur en droit civil (honoris causa), Université de Durham (2025)
- Distinction de l’Ambassadeur, Gouvernement du Japon (2024)
- Certificat de mérite décerné par l’American Society of International Law pour leurs compétences de haut niveau et leur utilité pour les avocats praticiens et les universitaires (2019)
- Prix Giorgio La Pira de la Région de Toscane, Journal of International Criminal Justice (2003)
- Prix Junior du sous-comité des affaires internationales du Gilbert Murray Trust (1995)

Éducation

- Université d’Oxford, maîtrise (2004, diplôme honorifique)
- London School of Economics and Political Science, LLM (1994)
- Faculté de droit du Nigéria, diplômé en tant qu’avocat (barrister et solicitor) (1993)
- Université d’Ife (Nigéria), licence en droit (1992)

Alabrune, François (France)

Candidat français au poste de juge à la Cour internationale de Justice (CIJ) en 2026

Mandat 2027-2036

Actuellement Ambassadeur de France auprès du Royaume des Pays-Bas, Représentant permanent auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et des organisations juridiques internationales à La Haye

Expérience en matière de conseil en droit international

– Conseiller juridique, Directeur des affaires juridiques au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (2014-2022)

– Conseiller juridique adjoint, Directeur adjoint des affaires juridiques au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (2001-2004)

– Conseiller juridique à la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1997-2000)

– Consultant en droit à la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (1988-1992)

Dans le cadre de ces fonctions, rédaction d'avis sur toutes les questions de droit international soulevées lors de la définition et de la mise en œuvre de la politique étrangère, notamment dans les domaines suivants : droit international général, droit des organisations internationales et en particulier droit des Nations Unies, droit des traités, droit des relations diplomatiques et consulaires, droit des droits humains, droit international humanitaire, droit régissant les différents espaces, en particulier droit de la mer, et droit de l'environnement.

A représenté la France lors des débats à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment pour les rapports de la Commission du droit international, devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU, lors des débats au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public, au sein du groupe de travail sur le droit international public du Conseil de l'Union européenne, ainsi que lors de consultations multilatérales et bilatérales.

Expérience dans le domaine du contentieux

– Cour internationale de Justice:

Agent de la France dans l'affaire *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (2016-2020)

Co-agent dans l'affaire en cours *Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie) (2022-juin 2025)*

Co-agent dans l'affaire en cours *Demande concernant la restitution de biens confisqués dans le cadre de procédures pénales (Guinée équatoriale c. France) (2022-juin 2025)*

Co-agent dans l'affaire en cours *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) (2023-juin 2025)*

– Cour européenne des droits de l'homme :

Agent de la France dans de nombreuses affaires entre 2001 et 2022, notamment contributions à des audiences dans les affaires *Odièvre c. France* (2003), *VO c. France* (2004), *Lambert et autres c. France* (2015), *Hanan c. Allemagne* (2016), *Meguimi c. France* (2019), *H.F. et autres c. France* (2022)

– Cour de justice de l'Union européenne :

Agent de la France dans de nombreuses affaires entre 2001 et 2022, notamment contributions à des audiences dans les affaires *National Farmers' Union* (2002), *CaixaBank* (2004), *Gauweiler* (2015), *Conseil-Front Polisario* (2016) et *Quadrature du Net* (2020)

– Tribunal international du droit de la mer :

Agent de la France dans l'affaire du *Grand Prince* (Belize c. France, 2001)

– Arbitrage :

Conseiller de la France dans l'affaire de la *Délimitation des espaces maritimes entre la France et le Canada* (1992)

Conseiller de la France dans le cadre de l'arbitrage *Nouvelle-Zélande c. France* (1990)

Agent de la France dans le cadre d'arbitrages entre investisseurs et États : l'affaire *Erbil Serter c. France* (2014-2015) et l'affaire *KN Holding LLC et Severgroup LLC c. France* (2020-2022)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de 2016 à juin 2024, et Président du groupe de travail spécial chargé du 125e anniversaire de la Cour

– Cour pénale internationale :

Responsable français de la coopération avec la Cour pénale internationale, de 2014 à 2022 ; Co-facilitateur de l'Assemblée des États Parties chargée de la coopération avec la CPI depuis 2022

Expérience en matière de négociations juridiques internationales

– Négociations multilatérales :

Participation à la négociation de nombreuses résolutions, décisions et déclarations d'organisations internationales, notamment :

- Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'OIAC et chef de délégation à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale depuis 2022
- Chef de la délégation française auprès de la Commission centrale pour la navigation du Rhin de 2014 à 2022
- Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe de 2009 à 2013
- Conseiller auprès de la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité et Assemblée générale) de 1996 à 2000, conseiller juridique à partir de 1997
- Conseiller à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne de 1992 à 1996

Participation aux négociations de nombreux traités et accords multilatéraux, notamment :

- Le Statut de la Cour pénale internationale (entre 1997 et 1998, en tant que chef de délégation au sein du Comité préparatoire, puis en tant que membre du Comité de rédaction de la Conférence de Rome)
- Conventions des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme et pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (entre 1997 et 2000, en tant que chef de délégation à la Sixième Commission et du groupe de travail sur la lutte contre le terrorisme)
- Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (1993)
- Accords de paix de Paris sur le Cambodge (1991)

– Négociations bilatérales :

Chef de délégation chargé de négocier de nombreux accords bilatéraux entre la France et d'autres États, notamment dans le secteur maritime :

- Avec le Canada (au large de Saint-Pierre-et-Miquelon : accord relatif à l'exploration et à l'exploitation des gisements transfrontaliers d'hydrocarbures, signé en 2005, et accord relatif à la pêche, en tant que chef adjoint de délégation en 1989)
- Avec les Pays-Bas (Accord sur les délimitations maritimes dans la région des Caraïbes, conclu en 2016)
- Avec Madagascar (Accord sur la délimitation des zones maritimes situées entre La Réunion et Madagascar, signé en 2005)

Expérience en diplomatie bilatérale en tant qu'Ambassadeur de France auprès du Royaume des Pays-Bas depuis 2022 et Consul général de France au Québec de 2004 à 2009.

Publications

« United Nations Law », dans M. Oyarzábal, *International Law for Diplomats,* Leiden, Brill-Nijhoff*,* 2026, p. 114 à 123.

« L'évolution de la complémentarité, du Statut de Rome à aujourd'hui », dans A. Becquart (dir.), *La clé d'un système global de lutte contre l'impunité des crimes internationaux : le principe de complémentarité*, Paris, Pedone, 2024, p. 37 à 40.

« Le nombre et le choix des juges », dans J.-M. Thouvenin et J. Joly-Hébert (dir.), *La Cour internationale de Justice à 75 ans*, Paris, Pedone, 2023, p. 13 à 22.

« La politique juridique extérieure de la France », *Préface à l'ouvrage de Guy de Lacharrière*,

Bruylant, 2023, p. I à XLVIII.

« Les conditions d'établissement du domaine maritime français », dans A. Miron et D.-S. Robin (dir.),

Atlas des espaces maritimes de la France, Paris, Pedone, 2022, p. 45 à 56.

« The international law Commission and the sixth Committee of the UNGA », dans *Seventy years of the ILC,* Boston: Brill-Nijhoff Leien, 2020, p 51 à 57.

« Le rôle du juge pendant l'état d'urgence », dans *Justice et État de droit – Regard sur l'état d'urgence en France et à l'étranger*, *Entretiens d'Aguesseau*, Pulim, 2019.

« La compétence de la Cour pénale internationale en matière de crime d'agression », dans J. Fernandez, X. Pacreau et M. Ubéda-Saillard (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale, commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2019, p. 391 à 406.

« Les frontières de la France », *Pouvoirs*, nº 165, 2018, p. 51 à 64.

« Le regard de l'agent sur le Tribunal international du droit de la mer. Témoignage à la lumière de l'affaire du « *Grand Prince* » », dans G. Le Floch (dir.), *Les 20 ans du Tribunal international du droit de la mer,* Paris, Pedone, 2018, p. 377 à 382.

« La politique juridique extérieure de la France », intervention à l'Académie des sciences morales et politiques, le 4 juillet 2016, dans *La vie internationale et le droit*, Éditions Hermann, 2017, p. 147 à 164.

« Assemblée générale des Nations Unies », dans H. Ascensio *et al*. (dir.), *Dictionnaire des idées reçues en droit international*, Paris, Pedone, 2017, p. 43 à 47.

« Fondements juridiques de l'intervention française contre Daech en Irak et en Syrie », *Revue générale de droit international public*, vol. 120, nº 1, 2016, p. 41 à 50.

« L'entreprise face aux effets extraterritoriaux du droit », contribution à l'ouvrage *Peut-on réformer la France ?*, Le club des juristes, 2015, p. 93 à 97.

« L'OSCE, un cadre flexible pour la grande Europe », *Revue des anciens élèves de l'ENA*, 2013. « L'OSCE, la patience stratégique », *Revue de la Défense nationale*, 2013.

« Le statut du Québec : aperçu historique » dans *Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Puissochet*, *L'État souverain dans le monde d'aujourd'hui*, Paris : Pedone, 2008, p. 3 à 13.

« Les méthodes possibles de délimitation maritime », dans *Le processus de délimitation maritime : étude d'un cas fictif*, Colloque international, Monaco, 27-29 mars 2003, Paris, Pedone, 2003, p. 286 à 302.

« La pratique des comités de sanctions du Conseil de sécurité depuis 1990 », *Annuaire français de droit international*, vol. 45, *1999, p. 226 à 279*.

Activités d'enseignement

– Cours de droit international public, Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), 2001-2004

– Cours de droit international public, Université Paris Dauphine, 1988-1992

Éducation

– École nationale d'administration française (ENA), promotion « Michel de Montaigne », 1986-1988

– Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po) (1982-1984)

– Licence en droit, Université de Limoges (1982)

Affiliations diverses

– Membre de la Société française de droit international depuis 2001 et membre de son conseil d'administration de 2014 à 2022

– Membre de l'Association de droit international depuis 2014

– Membre du Comité d'orientation stratégique de la European School of Law Toulouse depuis 2019

– Champion international de l’égalité des genres (Membre du réseau des Champions internationaux de l’égalité des genres depuis 2022)

Distinctions honorifiques

– Chevalier de la Légion d’honneur

– Officier de l’Ordre national du Mérite

– Officier de l’Ordre national du Québec

– Chevalier de la Grand-Croix de l’Ordre d’Orange-Nassau (Pays-Bas)

Connaissances linguistiques

Maîtrise des deux langues de travail la Cour internationale de Justice : le français (langue maternelle) et l’anglais (parfaitement maîtrisé).

Connaissances en allemand (niveau intermédiaire) et en néerlandais (rudiments).

Lee, Rena (Singapour)

Ambassadrice chargée des questions de droit international de la République de Singapour

NOMINATIONS AU SEIN D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Depuis 2024 **Membre**

Groupe de conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Membre désignée par Singapour en vertu de l'article 12 de la Convention CIRDI

Depuis 2022 **Membre**

Cour permanente d'arbitrage (CPA)

Membre désignée par Singapour en vertu de l'article 44 de la Convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux

Depuis 2020 **Membre**

Liste des arbitres pour le protocole à la Charte de l'ASEAN relatif au mécanisme de règlement des différends

Membre désignée par Singapour au titre de l'annexe 4 du protocole

2018-2023 **Présidente**

Conférence intergouvernementale sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale

A présidé pendant cinq ans les négociations fructueuses ayant donné lieu à un nouvel accord international se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale

2017-2022 **Membre**

Commission juridique et technique de l'Autorité internationale des fonds marins

A contribué à l'élaboration de projets de règlements, de normes et de directives relatifs aux activités liées aux ressources minérales dans la Zone, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, y compris les règlements, normes et directives concernant la protection du milieu marin A aussi pris part à l'examen des rapports annuels présentés par les contractants

CHARGES DIPLOMATIQUES

Depuis 2023 **Ambassadrice pour le droit international**

Ministère des affaires étrangères de la République de Singapour

Représente Singapour au sein des instances et réunions juridiques internationales, et intervient dans le cadre de procédures judiciaires engagées devant les juridictions internationales. Participe à des négociations telles que la Conférence diplomatique qui a adopté le Traité de l'OMPI sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés

2018-2023 **Ambassadrice chargée des questions relatives aux océans et au droit de la mer et Envoyée spéciale du Ministère des affaires étrangères**

Ministère des affaires étrangères de la République de Singapour

A exercé les fonctions de présidente de la Conférence intergouvernementale sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et a représenté Singapour lors de réunions consacrées aux océans et au droit de la mer, telles que la Conférence des Nations Unies sur l'océan.

2018-2020 **Ministre conseillère**

Bureau diplomatique à La Haye, République de Singapour

A été la première Ministre-conseillère de Singapour à La Haye. A conseillé le Gouvernement de Singapour sur des questions relatives au droit international et aux institutions de règlement des différends situées à La Haye et ailleurs, notamment la CIJ, la CPA et le Tribunal international du droit de la mer (TIDM).

FONCTION PUBLIQUE DE SINGAPOUR

2020-2025 **Administratrice**

Bureau de la propriété intellectuelle de Singapour (IPOS)

Ministère de la justice de la République de Singapour

A collaboré avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle *et les bureaux de celle-ci aux niveaux international, régional et bilatéral sur des questions relatives à l'écosystème mondial de la propriété intellectuelle, y compris des enjeux émergents tels que les technologies d'avant-garde comme l'intelligence artificielle. A participé au développement continu des systèmes relevant de divers traités de propriété intellectuelle, notamment le Protocole de Madrid concernant l'enregistrement des marques, le Traité de coopération en matière de brevets et l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement des dessins et modèles industriels. A supervisé le régime national de propriété intellectuelle, notamment les initiatives liées à l'utilisation de la propriété intellectuelle au service de la croissance des entreprises.*

2008-2018 ***Avocate principale (2014-2018) ;***

Avocate principale adjointe (2008-2014)

Division des affaires internationales

Bureau du Procureur général, République de Singapour

Négociatrice de l'État dans le cadre des négociations bilatérales portant sur la délimitation des frontières et les accords de coopération en matière de défense.

Négociatrice de l'État dans le cadre de négociations multilatérales, notamment l'Accord sur les privilèges et immunités de l'ASEAN, l'Accord portant création du Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Conseil en matière de droit de la mer et de droit maritime (notamment les droits de passage, la liberté de navigation et de survol, les activités dans les zones économiques exclusives et en haute mer, les questions relatives à l'Organisation maritime internationale (OMI)), de droit des droits humains (notamment les rapports établis au titre des traités dans le cadre de l'Examen périodique universel, l'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale), ainsi qu'en matière de privilèges et d'immunités diplomatiques, consulaires et des organisations internationales (y compris la négociation d'accords avec les pays hôtes de la Banque mondiale et d'INTERPOL).

1992-2007 **Directrice adjointe, Droit international et droit des opérations (2001-2007) ;**

Conseillère juridique principale (1996-2001) ; Juriste (1992-1996)

Ministère de la défense de la République de Singapour

Négociatrice de l'État pour les accords bilatéraux de coopération en matière de défense, ainsi que pour les instruments multilatéraux, notamment la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

A fourni des conseils sur des questions relatives au droit international humanitaire et au droit opérationnel (notamment le recours à la force, les règles d'engagement, l'adhésion à la Convention sur le génocide), au droit du désarmement (notamment l'application de la Convention sur les armes chimiques), au droit de la mer (notamment les droits de passage, la liberté de navigation et de survol), ainsi qu'aux accords sur le statut des forces.

AUTRES FONCTIONS

Depuis 2025 **Présidence**

Conseil d'administration du Centre de droit international

Université nationale de Singapour (NUS)

Présidente du conseil d'administration du Centre de droit international, institut de recherche de premier plan dédié à la promotion et au développement du droit international.

Depuis 2025 **Membre**

Groupe d'experts sur l'évolution future de la Cour permanente d'arbitrage

Le Groupe d'experts a pour mission de mener une réflexion sur les contributions historiques de la Cour permanente d'arbitrage, d'évaluer sa pertinence actuelle et de définir une orientation stratégique pour son avenir ; il rendra compte de ses conclusions et recommandations au Secrétaire général de la Cour.

TITRES HONORIFIQUES

2025 **Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Président de la République française

Prix « Manley-Bendall » de la personnalité maritime de l'année 2024

Académie de marine française

2024 **Prix Elisabeth Haub pour le droit de l'environnement et la diplomatie environnementale**

Classement « Diversity Top 100 » du World Intellectual Property Review (WIPR) – Femmes influentes dans le domaine de la propriété intellectuelle

Classement des 100 personnalités les plus influentes du magazine TIME

2023 **Médaille (d'or) de l'administration publique**

Cabinet du Premier Ministre, Singapour

2019 **Médaille (d'argent) de l'administration publique**

Cabinet du Premier Ministre, Singapour

FORMATION UNIVERSITAIRE

2025 Doctorat honoris causa en droit (LL.D.)

Université d'Aberdeen

1998 Master en droit (LL.M)

Université nationale de Singapour, Faculté de droit

1992 Licence en droit (LL.B)

Université nationale de Singapour, Faculté de droit

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

1993 Membre de l'Académie de droit de Singapour

PUBLICATIONS CHOISIES

Rena Lee (2025). The Institutionalisation of International Law in a Multipolar World. *The Cambridge International Law Journal*, vol. 14 (2), p. 267 à 277.

Rena Lee (2021). The Journey to Realisation. Dans Myron H. Nordquist et Ronan Long (dir. publ.), *Marine Biodiversity in Areas Beyond National Jurisdiction.* Brill

Marise Cremona, David Kleimann, Joris Larik, Rena Lee, Pascal Vennesson (2015). *ASEAN's External Agreements – Law, Practice and the Quest for Collective Action*. Cambridge University Press

EXPOSÉS RÉCENTS (SÉLECTION)

2026	Discours d'ouverture de la Conférence « International Law Year in Review 2026 », Centre de droit international, Singapour
2025	Discours principal, Conférence annuelle 2025, Centre norvégien du droit de la mer, Tromsø (Norvège)
	Conférence, 2025, Rhodes Academy of Oceans Law and Policy, Rhodes (Grèce)
	Conférence inaugurale, Académie d'été sur le droit international de la mer, Université Kadir Has, Istanbul (Türkiye)
	Discours d'ouverture intitulé « Systemic Integration of Climate Change in International Law », Conférence sur les changements climatiques, Centre de droit international et Centre de Durham pour le droit et les politiques en matière de développement durable, Singapour
	Intervenante lors de la table ronde intitulée « The Role of International Courts and Tribunals in Strengthening Multilateralism », Bureau de Singapour de la Cour permanente d'arbitrage, Singapour
	Intervenante, « Roundtable Discussion on the ICJ Advisory Opinion on Climate Change and the BBNJ Agreement », Commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN, New York (États-Unis)
	Discours lors d'une « causerie au coin du feu », réunion semestrielle 2025 de l'American Society of International Law, Cleveland (États-Unis)
	Discours de clôture, deuxième réunion de l'American Society of International Law à l'étranger, Singapour
	Discours principal intitulé « International Humanitarian Law and the Governance of Emerging Technologies », dans le cadre de la consultation régionale organisée conjointement par l'UNIDIR et la RSIS sur l'application du droit international humanitaire aux systèmes d'armes autonomes létales, à Singapour.
	Discours principal de la Conférence « International Law Year in Review 2025 », Centre de droit international, Singapour
2024	Exposé intitulé « Participation in International Law and the Multilateral Approach to Justice », Grotius Centre for International Legal Studies, Faculté de droit de Leyde, La Haye, Pays-Bas
	Conférence Dag Hammarskjöld, « Reaching shore: Multilateralism and the Value of International Law », Fondation Dag Hammarskjöld, Uppsala, Suède
	Discours principal, Conférence de l'Association de droit international à Singapour, « The Growing Access to International Law », Singapour
	In Conversation: BBNJ Dispute Settlement provisions, CIJ, La Haye, Pays-Bas
	Présentation sur l'évaluation et le financement de la propriété intellectuelle, troisième conférence sur la propriété intellectuelle dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », Beijing, Chine
	Présentation sur les innovations en matière de règlement des différends, manifestation commémorative de la CPA, Singapour

	Cours sur le BBNJ, Académie du droit et des politiques de l'ASEAN, Centre de droit international, Singapour
	Présentation intitulée « Implementing the BBNJ Agreement », séance plénière du Comité international de protection des câbles, « Ensuring a Connected Future », Singapour
2023	Table ronde sur le thème « Leading Innovation for all », Sommet mondial ChIPs, San Francisco, États-Unis
	Présentation intitulée « BBNJ Dispute Settlement », atelier organisé par le TIDM et la République de Corée à l'intention des conseillers juridiques, en ligne
	Exposé, table ronde intitulée « Reaching Beyond the Limits of National Jurisdiction », congrès annuel de l'American Society of International Law, Washington, États-Unis
	Présentation sur les négociations internationales, Groupe d'intérêt des avocats publics, Assemblée générale annuelle de l'American Society of International Law, Washington, États-Unis
	Entretien intitulé « In Celebration of a new BBNJ Agreement » avec l'Ambassadeur Tommy Koh, Centre de droit international, Singapour